



DECLARATION LIMINAIRE DE LA CGT EDUC'ACTION DU VAR

Comité Technique Spécial Départemental du 13 Mars 2019

Depuis plusieurs semaines, voire plusieurs mois, le mécontentement s'étend dans tous les secteurs et se manifeste à travers tout le pays. Toutes et tous, salarié·es, précaires, retraité·es aspirent à plus de justice sociale et à vivre dignement.

Le pouvoir d'achat est une préoccupation prégnante et revendiquer une augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux est bien légitime !

Les menaces qui pèsent sur les services publics, année après année, fragilisent l'égalité entre les territoires et mettent à mal tout notre modèle social.

La future réforme de la Fonction publique que tente d'imposer le gouvernement, c'est la fin du paritarisme et de toute transparence dans les mutations, les promotions. C'est une remise en cause sans précédent de nos statuts.

Dans l'Éducation, à travers les réformes en cours, que ce soit dans le 1er et 2nd degré, Jean-Michel Blanquer instaure une idéologie libérale à tous les étages : une École pour les élites empreinte de tri social, de sélection, d'autoritarisme, de concurrence... Les réformes des lycées renforcent très fortement cette école de la sélection.

C'est une autre École que la CGT Educ'action exige, une École émancipatrice, égalitaire et qualifiante !

C'est pourquoi nous demandons le RETRAIT de la LOI BLANQUER et que nous appelons les personnels à se mobiliser le 19 mars prochain.

Pour en venir à l'ordre du jour de ce CTSD sur les mesures de suppressions de postes pour la rentrée 2019, nous souhaiterions vous présenter quelqu'un :

Valérie, cette collègue est restée pendant 10 ans TZR, elle avait enfin fini l'année dernière par se rapprocher de sa famille, elle va avoir un deuxième enfant, en obtenant l'établissement qu'elle convoitait depuis si longtemps. Quelle déconvenue lorsqu'elle a réalisé que ce poste allait être supprimé à la rentrée prochaine... merci la réforme du lycée ! Elle va devoir subir une mesure de carte scolaire, pour partir on ne sait trop où, loin des siens car compte tenu du faible nombre de créations, et des suppressions multiples elle n'aura sans doute pas beaucoup le choix...

Je souhaiterais aussi vous présenter Françoise, c'est une collègue qui est en fin de carrière, elle adore son métier, ses élèves mais c'est vrai que parfois l'âge avançant, la pénibilité se fait sentir ... elle aurait bien continué à effectuer tout son service dans cet établissement qu'elle connaît si bien... mais non à la rentrée prochaine elle va devoir aller faire un complément de service ailleurs ! Cela veut dire une multiplication des trajets et des kilomètres, une adaptation à un nouvel environnement et un nouveau public, un emploi du temps plus qu'incertain, bref de la fatigue

supplémentaire, des conditions de travail dégradées...non décidément on aurait pu lui épargner cela pour sa fin de carrière.

Cela ne fait finalement que 8 ans qu'elle a été supprimée mais qu'il semble déjà bien loin le temps de la cessation progressive d'activité....

Mais les postes supprimés ne font pas que des victimes directes, car comme dans toute expression de violence, elle a aussi son lot de dégâts collatéraux... je vous présente donc Antoine et Christelle, chacun à l'un des bouts du département. Eux ne sont pas touchés par une carte scolaire (ils auraient presque préféré), non eux simplement ils auraient bien profité du mouvement intra pour se retrouver ensemble...car cela fait deux ans qu'ils vivent séparés. Cela signifie deux appartements, des allers retour réguliers, des frais démultipliés et surtout une vie familiale en suspend...

Mais ils vont avoir de nouveau un choix cornélien à effectuer, dans la discipline d'Antoine, il y a deux suppressions sur le département et aucune création et dans celle de Christelle pas de création non plus...

Le risque est grand qu'ils se retrouvent encore très éloignés pour une troisième année...merci l'austérité...

Tout ceci pour vous dire que nous allons aujourd'hui parler de chiffres mais que derrière ces chiffres il y a des individus, leurs familles, des vies qui peuvent être impactées par les décisions qui seront prises. Nous ne parlons même pas de choix car il est si contraint qu'à ce stade il ne s'agit même plus d'un choix :

45 suppressions en collèges, 30 en lycées généraux, 24 en lycées professionnels et 238 compléments de service sont prévus pour la rentrée 2019...!

Face à cela les personnels essaient de sauver ce qui peut l'être encore entraînant des situations ubuesques, comme par exemple au collège de Barjols ou un poste de Mathématiques va fermer (le deuxième en deux ans) alors qu'il y a un besoin de 21h50 dans cette matière...pourquoi nous direz-vous ? Tout simplement pour sauver trois autres postes, deux en sciences et un en histoire géographie...

La CGT Educ'Action ne peut se satisfaire de cette situation et refuse de rentrer dans cette mascarade de gestion de la pénurie, c'est pourquoi nous soutiendrons toutes les demandes légitimes d'ouvertures de postes dans les établissements du Var et à l'inverse nous combattons les suppressions de postes !